

# La bataille pour la présidence du CSA est lancée

**Plusieurs noms (y compris celui du président sortant) et scénarios circulent pour diriger dans les cinq années à venir le gendarme de l'audiovisuel. État des lieux.**

**JEAN-FRANÇOIS SACRÉ**

Mi-novembre, s'achèvera le mandat de cinq ans de Dominique Vosters à la tête du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles devra d'ici là lui trouver un successeur. En réalité, il devra nommer l'ensemble du Bureau, l'organe qui coordonne et organise les travaux du CSA. En font partie, outre le président (PS), trois vice-présidents, soit 1 MR, 1 cdH et 1 Ecolo, ceci en vertu du Pacte culturel.

Le dossier est éminemment politique. D'autant que le momentum est délicat, en pleine bisbrouille entre PS et cdH. Les choses pourraient donc traîner en longueur et ne pas aboutir à la mi-novembre, comme normalement prévu.

## Trois noms

Alors, où en est-on à trois semaines de l'échéance? Contacté, le cabinet du ministre des Médias Jean-Claude Marcourt se contente d'indiquer que «la réflexion est en cours». Dans la majorité, certains regrettent d'ailleurs ce manque d'information. Selon nos sources, trois noms circulent toutefois dans le Landerneau, tous étiquetés socialistes.

À commencer par celui du président sortant. Dominique Vosters (58 ans) dit ne rien savoir de ce qui se trame. «Cela ne dépend pas de moi, mais si on me demande de continuer, je serai heureux de rempiler», nous a-t-il indiqué. D'aucuns doutent cependant que ce mandat puisse être renouvelé. La fin de celui-ci a en effet été marquée par l'arrivée sur le marché publicitaire belge de TF1 – que le CSA entend faire contribuer au secteur de la production locale – et par

les éternelles querelles avec RTL, que le CSA a décidé de réguler à nouveau malgré le statut luxembourgeois de la chaîne: «Dans ce dernier dossier ainsi que dans celui de l'ouverture du câble, Dominique Vosters a fait preuve de volontarisme et d'indépendance, cela ne plaît pas à tout le monde dans son propre parti», note un observateur. Prudent, l'intéressé se prépare d'ailleurs à faire ses cartons et à retourner au service général de l'Audiovisuel de la Fédération Wallonie-Bruxelles, où il a débuté sa carrière avant de rejoindre, en 2004, la ministre de la Culture et de l'Audiovisuel de l'époque, Fadila Laanan (PS). Il en fut le chef de cabinet adjoint en charge de l'Audiovisuel avant de prendre la tête du CSA en 2012.

Le deuxième nom est celui de Renaud Bellen (44 ans), le directeur de l'ASBI. Gsara, Groupe socialiste d'action et de réflexion sur l'audiovisuel. Le nom de ce juriste avait déjà circulé il y a cinq ans avant que Dominique Vosters ne s'impose. L'homme connaît bien la maison et le secteur audiovisuel. Depuis septembre 2016, il est membre effectif du Collège d'autorisation et de contrôle du CSA (CAC), l'organe décisionnel du régulateur. Il est aussi membre d'instances consultatives comme le Conseil supérieur de l'éducation aux médias et le Comité de concertation du cinéma et de l'audiovisuel. L'intéressé n'a pas souhaité faire de commentaire mais, selon un proche du dossier, il serait clairement candidat, voire même favori.

Le dernier nom est celui de Virginie Vandeputte, actuellement chef de cabinet adjoint, en charge de l'Audiovisuel et des Médias, au cabinet de Jean-Claude Marcourt, soit la même fonction que celle qu'occupait naguère Dominique Vosters auprès de Fadila Laanan. Sollicitée par nos soins, Virginie Vandeputte dit s'étonner de voir son nom circuler: «La question ne se pose pas car j'ai encore beaucoup de travail à faire au cabinet, comme par exemple le futur plan

de fréquences radios», nous a-t-elle répondu. Dans l'entourage de Jean-Claude Marcourt, on certifie d'ailleurs qu'il n'est pas question de «pousser» quelqu'un du cabinet à la présidence du CSA. Une autre source ajoute qu'il serait peu opportun de nommer un chef de cabinet du ministre de tutelle à la présidence d'un organe régulateur qui se veut indépendant. C'était pourtant le cas de Dominique Vosters il y a cinq ans. «Oui, mais dois-je vous rappeler qu'avec les affaires, le contexte politique a bien changé depuis?»

## Prolongation

D'autres noms pourraient encore apparaître d'ici la mi-novembre. Quelqu'un d'étranger à la sphère politique (on peut rêver)? C'est peu probable. Une personnalité proche du cdH, l'autre parti de la majorité? «Cela fait des lustres que le PS squatte tous les postes importants dans l'audiovisuel: celui de ministre de tutelle, celui d'administrateur général de la RTBF et celui de président du CSA, il serait peut-être temps d'alterner», glisse un proche du dossier. Sauf que dans le contexte actuel c'est peu réaliste: «Effectivement, embraie notre source; c'est le cdH qui a débranché la prise cet été à la Région wallonne, le PS ne va pas lui faire ce cadeau.»

Autre hypothèse, imaginée, nous dit-on, dans l'entourage du cdH: la prolongation du mandat du président actuel (et donc du Bureau) pour deux ans, jusqu'aux élections en 2019. «Vu la nature de leurs relations, le cdH ne voudra pas faire le cadeau au PS de nommer un président pour cinq ans», argumente une source. «Cela aurait du sens», lâche une personnalité humaniste. Le hic, c'est que pour que ce scénario voie le jour, il faut un accord du... PS.

**«Si on me demande de continuer, je serai heureux de rempiler.»**

**DOMINIQUE VOSTERS**  
PRÉSIDENT DU CSA